



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

M. Espinasse, *Rapport du groupe de travail n°3*

M. Espinasse

Citer ce document / Cite this document :

Espinasse M. M. Espinasse, *Rapport du groupe de travail n°3*. In: *Économie rurale*. N°136, 1980. pp. 57-60;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1980_num_136_1_4276

Fichier pdf généré le 08/05/2018

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL N° 3

Rapporteur : M. ESPINASSE

APCA, Centre de Formation et de Perfectionnement des Chambres d'Agriculture

Le Président chargé d'animer le groupe 3, M. G. SEVERAC, évoque d'abord rapidement les points qui ont semblé se dégager, dans les quatre exposés magistraux de la matinée, de façon particulièrement déterminante, à savoir :

1. le souci général et unanime de ne pas réduire la formation économique des agriculteurs au maniement des instruments de comptabilité et de gestion ;

2. l'accord pour rechercher comme objectif final : d'une part, une clarification des éléments de décision conduisant les agriculteurs à plus de cohérence et d'autonomie dans leurs choix individuels, d'autre part, une meilleure capacité à comprendre les composantes de leur insertion dans la société globale ;

3. une interrogation de fond sur l'opportunité, dans cette optique, de développer en termes de culture générale, l'analyse des doctrines et des systèmes économiques, avec leur incidence politique (comment? jusqu'où?), et l'utilité à ce sujet d'un certain pluralisme idéologique des formateurs ;

4. une constatation du fait que les intervenants ont bien évoqué les démarches pédagogiques mais que personne n'en a explicité ni les contenus ni les méthodes.

C'est peut-être justement sur ce dernier point que les travaux de groupe pourront, entre autres, permettre une analyse plus détaillée.

Cette constatation guide alors une certaine logique dans l'ordre des exposés : d'abord les témoignages d'expérimentation et de réalisation d'actions directes de formation, puis les exposés de réflexion globale en termes de relation pédagogique ou de politique de formation.

A) Les témoignages du mercredi après-midi

Tout d'abord, M. LE BARS présente l'expérimentation d'enseignement économique pour la formation des chefs d'exploitation au lycée agricole de Vire.

Cette formation s'adresse à des élèves préparant le BEPA avec un triple objectif :

- augmenter leur capacité à se situer dans leur environnement économique, social et culturel,
- augmenter leur capacité à raisonner divers types de décisions,
- augmenter leur capacité à mettre en œuvre ces décisions.

Les élèves étant encore jeunes et sans échéance d'application personnelle immédiate sur leur propre exploitation, la relation avec la réalité d'application

nécessite un effort constant d'insertion de l'établissement de formation dans le milieu environnant par des relations régulières d'accueil, de démonstration et de participation à des actions de développement.

En matière de formation, la démarche de fond consiste à articuler une suite de situations de formation comportant chacune une occasion de découverte par petits groupes sur une exploitation, puis l'analyse de cette observation et enfin, le renvoi à l'agriculteur de la perception de cette situation pour en discuter avec lui. Par exemple : « Y a-t-il intérêt, sur un cas d'exploitation réel, à monter une activité porc ? »

Cette démarche, adoptée dans son principe, pose rapidement le problème de l'enchaînement progressif à donner à ces situations de formation les unes par rapport aux autres. Le fil conducteur retenu s'appuie finalement sur l'évolution naturelle du calendrier culturel, et sur l'élargissement des niveaux de complexité en allant de l'analyse élémentaire à la démarche globale.

Ainsi est envisagé un déroulement de dix semaines de stage en quatre périodes successives proposant aux élèves :

- une expérience de vie dans une autre famille que la leur et la reconstitution de la vie de l'exploitation ainsi découverte ;
- l'analyse de l'alimentation d'été des animaux et l'observation de l'organisation du travail ;
- l'analyse de l'alimentation d'hiver et la prévision des réserves.

Chacune de ces trois étapes faisant, à chaque fois, l'objet de synthèses partielles, la quatrième étape essaiera de reconstituer la synthèse globale du système de production et l'analyse d'une décision.

Alterné avec ces stages, l'enseignement économique comeignement économique comporte trois grandes étapes :

1. apprentissage de la collecte des données et analyse de la situation de l'exploitation : les élèves, par tandem d'une semaine, procèdent eux-mêmes aux enregistrements de l'exploitation du lycée selon le système comptable utilisé dans le département avec interrogation systématique sur ce qu'on peut bien faire de ces données (intérêt d'une production, trésorerie...) ;

2. apprentissage à une décision ponctuelle simple en s'efforçant de clarifier les raisons de ce choix et ses conséquences.

3. analyse d'une décision d'investissement comportant calcul du risque économique.

L'ensemble de cette démarche s'efforce de favoriser d'une part une meilleure articulation interdisciplinaire entre les différents enseignants avec une forte exigence de collaboration au sein de l'équipe éducative, d'autre part, une plus grande autonomie des élèves avec perspective d'autodiscipline.

L'ensemble paraît finalement permettre :

- de bonnes motivations des élèves sous réserve que chaque étape d'observation-exploitation soit rapidement menée sans dépasser plus d'une semaine,
- de bons résultats sur la progression de l'expression orale et de l'aptitude relationnelle,
- une bonne articulation entre l'utilisation des données chiffrées et leur application à la décision,
- un intérêt plus stimulant pour l'enseignant.

Le second témoignage fourni par **M. TEMPLIER** des Maisons Familiales Rurales (à partir de leur expérience dans la région Rhône-Alpes) rejoint les préoccupations précédentes en ce qui concerne les objectifs de la formation, pour les jeunes de moins de 18 ans, dans le souci :

- de les sensibiliser à l'intérêt de collecter des éléments d'observation,
- de franchir des degrés de complexité croissante pour relier comptabilité et gestion avec perspective de décision.

La démarche d'alternance entre l'expérience de terrain et l'apport de l'enseignant s'appuie sur l'observation de l'exploitation des parents qui, à la fois, jouent un rôle actif dans la formation du jeune et profitent de cet impact pour leur propre compte.

M. TEMPLIER insiste, d'autre part, sur l'indispensable continuité que doit assurer ensuite la formation permanente au-delà de cette formation initiale. Il s'agit alors de développer la vision de la place de l'agriculture dans la société globale, l'élargissement de cette vision aux solidarités intersectorielles (notamment dans les problèmes d'aménagement rural) et la compréhension des « problèmes de la cité » en s'efforçant de situer ce qui se passe dans d'autres régions (stage de 3 mois) et en dehors de l'agriculture.

A partir de ces deux témoignages privilégiant beaucoup l'analyse des situations concrètes (dans ou hors la propre famille de l'élève) pour des raisons à la fois pédagogiques et de motivation, une discussion s'est engagée sur les moyens de dépassement du champ direct de ces observations pour « retrouver la science des choses au-delà de l'apparence » et parvenir à la démarche intellectuelle de l'abstraction, de l'utilisation du livre, et notamment du rôle de l'entraînement mental.

En particulier, peut-on préciser les niveaux de maturité psychique et intellectuelle nécessaire en terme d'âge, d'expérience, et de références acquises pour maîtriser un tel passage ?

D'autre part, à propos de la formation économique des filles, il est souligné l'aspect, à la fois contradictoire mais complémentaire, d'introduire l'économie de consommation par rapport à l'économie de production dans l'approche de la gestion et tout particulièrement s'il s'agit de privilégier la prise de décision dans le complexe famille/exploitation.

Ensuite, **M. MAUGET**, du CFCA, situe les préoccupations à la fois des agriculteurs administrateurs de coopératives (ils sont près de 100 000 en France) et de leurs instances, par rapport à leurs besoins de formation. Tirillés entre le souci d'une efficacité commerciale compétitive et le souci des valeurs spécifiques à la coopération, les responsables de la formation des coopérateurs distinguent :

- d'une part, les administrateurs de grands groupes confrontés à des problèmes de « management » souvent déterminants pour l'avenir même de ces groupes,
- d'autre part, les administrateurs des groupes de base plus soucieux de développer leur aptitude en matière d'animation et de relations humaines.

A la question de savoir s'il est opportun ou non de spécialiser les administrateurs et donc d'envisager des formations spécifiques, s'élabore pratiquement une réponse ambiguë qui serait « oui » dans le souci d'une indispensable efficacité, à condition que soit également assurée l'aptitude à exercer une responsabilité qui reste effectivement globale et solidaire.

Du coup, les priorités de formation sont axées sur deux thèmes dominants :

1. rôle de la coopérative en économie capitaliste : sur ce point, l'occasion de formation est essentiellement une occasion de réflexion et de confrontation ;

2. comment atteindre ensuite les objectifs retenus : il s'agit alors de dégager moyens et méthodes appropriés dans une démarche du type conseil d'entreprise.

Les outils pédagogiques distingueront dans cette optique :

- des systèmes « prêts à porter » du genre jeux d'entreprise ou montage audiovisuel abordant par exemple des thèmes globaux d'économie générale,
- des démarches établies « sur mesure » pour passer par exemple d'un diagnostic financier à la définition d'une stratégie qui tienne compte de cette situation financière.

Devant cette situation, le groupe s'est interrogé sur deux points :

- face à cette incertitude ambiguë entre la stratégies et la valeur des enjeux, le terrain de départ du formateur ne redevient-il pas celui des résultats comptables ? Comment le dépasser ?
- En s'adressant à des administrateurs déjà en place, ne transforme-t-on pas la nature du besoin par rapport à celui des agriculteurs coopérateurs non administrateurs ? Et que faire pour eux ?

B) La séance du lendemain matin a regroupé plusieurs interventions de réflexion pédagogique globale à propos des politiques de formation.

M. SOULET, de l'Université de Caen, à la suite de travaux sur l'histoire de la diffusion du progrès technique et de la fonction professionnelle en agriculture de 1830 à 1944, a montré combien, au-delà du souhait officiel exprimé dans les textes sur la nécessité de favoriser le progrès technique, apparaissaient très vite les interrogations sur qui serait finalement bénéficiaire du mouvement d'exode rural et des gains de productivité.

Si l'analyse faite par **M. SOULET** dégage bien l'observation de la réticence de fait de l'Etat à s'engager dans la voie d'une formation systématique, au profit d'initiatives privées ou corporatistes qui ne lui coûtent pas directement, elle aboutit à une conclusion sur une vision de récupération de ce mouvement par les propriétaires fonciers ou les notables en place qu'il n'est guère possible de situer par rapport à l'ensemble de la force d'inertie des agriculteurs sollicités.

Du coup, le groupe s'est demandé si la nature de cette inertie était à rattacher à une difficulté d'adaptation des agriculteurs à ce mouvement du progrès technique ou, en fait, à une réaction tactique plus ou moins consciente mais peut-être, tout compte fait, plus progressiste (puisque s'opposant à un pouvoir de récupération) que conservatrice. De toute façon, à ce sujet, se retrouve bien situé le rattachement d'un élément de formation diffusé de façon organisée, par rapport à la compréhension globale des conséquences économiques d'ensemble.

M. LE MEUR, de l'EDE du Maine-et-Loire, enchaîne alors sur l'histoire contemporaine en évoquant des observations sur l'influence des marchands de bestiaux dans les comportements économiques des éleveurs. On en trouve l'influence en particulier dans les choix d'orientation lait-viande, l'évolution des races Pie Noire ou Maine-Anjou, ou l'orientation des croisements selon des finalités qui opposent souvent l'influence du technicien-lait au maquignon.

Quand celui-ci en vient à dénigrer l'élevage intensif, l'utilisation de l'ensilage ou l'extension de l'insémination artificielle, qu'on pouvait a priori considérer comme relativement neutres dans le conflit, son influence devient ainsi déterminante par rapport aux efforts de formation des techniciens.

Ne serait-il pas alors plus sage d'associer ce type d'influence des maquignons dans les démarches de formation des agriculteurs plutôt que de les ignorer pour déboucher ensuite sur des oppositions qui bloquent l'agriculteur et l'installent en porte-à-faux !

Si on s'engage sur la voie d'une certaine conciliation, voire d'une coopération avec les marchands de bestiaux dans ce domaine, comment rééquilibrer les influences d'une décision sectorielle forcément intéressée par rapport aux préoccupations de formation plus globale qui restent l'objectif de fond ?

Ce problème, qui, à travers la situation des marchands de bestiaux rejoint l'influence des fournisseurs en général, pose aussi la question de l'acceptation collective et reconnue de ces influences et de leur traitement institutionnel.

La communication suivante de **M. LAFORGE**, de l'INPSA, situe l'apport à la fois historique et méthodologique des mouvements d'éducation populaire dans l'ouverture économique des agriculteurs. Il y distingue d'une part, le courant de reconnaissance culturelle des paysans dans l'esprit de catholicisme social revendiquant une certaine auto-organisation socio-économique des ruraux et, d'autre part, les courants issus de l'école publique revendiquant, pour les paysans, la possibilité d'accéder au progrès général par la maîtrise de la pensée scientifique et l'introduction de techniques rationnelles.

Sa préoccupation est alors d'obtenir une sorte d'effet synergique entre l'effort de conscientisation (et de clarification d'une identité culturelle qui s'affirme de façon motivante) et l'acquisition de démarches intellectuelles permettant d'accéder à de nouveaux cadres de pensée.

Dans le cas, par exemple, de l'entraînement à la prise de décision, il s'agit d'aller plus loin que la simple clarification des facteurs (qu'il convient de peser consciemment dans la balance) pour accéder à la maîtrise du raisonnement logique capable de justifier la transformation envisagée et permettant de supporter la « charge mentale » qu'implique l'appréhension de cette transformation.

La question était alors, sur cette intention, de préciser le contenu et les méthodes d'un tel entraînement mental et s'articulant bien avec l'analyse de la réalité.

S'étant préoccupé de clarifier ce que représentait pour des agriculteurs des termes colportés par les économistes (investissement, amortissement, financement, etc.) à travers plusieurs occasions d'observations et d'enquêtes, **M. BOUCHARLAT** constate que chacune de ces notions ne s'appréhende jamais de façon isolée mais se restitue dans un langage qui trouve sa cohérence dans l'appui vivant que constitue globalement l'économie interne de l'exploitation et de la famille.

C'est quand se raconte l'exploitation qu'apparaissent en strates successives les préoccupations économiques intimement reliées non pas à un objectif final de revenu ou de projet mais à des interférences touchant :

- les productions et les pratiques culturelles,
- la famille et ses projets,
- le patrimoine et la position sociale qu'il confère,
- le travail, la santé et ce que peut supporter le corps,
- la disponibilité de l'argent et les relations sociales qui y sont liées (achat, vente, dettes à rembourser, etc.).

On découvre ainsi, d'une part, combien les modalités de la production et le vécu du processus de production sont considérés comme au moins aussi importants que leurs résultats, et, d'autre part, que l'argent n'a pas la même signification selon les occasions de son usage : « il y a plusieurs monnaies dans la bourse de l'agriculteur ».

Dans cet ensemble (où tout baigne en fait dans une certaine cohérence socio-économique), l'intervention de l'économiste extérieur est liée très souvent à une provocation (d'endettement, d'ordre fiscal, de contrainte commerciale, etc.) plus ou moins perturbante ; dialogue délicat où l'agriculteur voudrait bouger le moins possible et où l'économiste cherche à saisir tout ce qui bouge.

Ne rejoint-on pas là en fait une ambiguïté plus générale : on fait des comptes pour mieux vivre mais on vivrait tellement mieux si l'on pouvait s'en passer !

Enfin, dernière communication de **M. de LAMOTTE** livrant quelques observations synthétiques sur les conclusions d'un groupe de travail du FAFEA cherchant à analyser les résultats de la formation économique pratiquée ces dernières années auprès des agriculteurs avec les financements du fonds.

D'abord, *deux insuffisances constatées* :

– trop généralement, la formation ne dépasse pas le cadre de la comptabilité gestion et ne permet pas aux agriculteurs de se resituer dans un ensemble économique global ;

– même en se limitant à la gestion individuelle de l'exploitation, on constate un fort pourcentage d'abandon en cours de formation mais surtout peu d'utilisation des apports de la formation et des outils proposés lorsque les décisions seront effectivement à prendre.

– Ensuite, découlant de cette double constatation, *quelques propositions* consistant à :

1. développer une pédagogie axée sur les problèmes des participants plutôt que sur une « logique des contenus » ;

2. prendre davantage en considération la grande diversité des voies et des situations individuelles que vivent les agriculteurs ;

3. envisager une concertation des pédagogies et des méthodologies pratiquées pour éviter « les chapelles et leurs clientèles » ;

4. assurer la formation de formateurs capables de s'appuyer sur une expérience professionnelle déjà acquise ;

5. poursuivre une recherche très ouverte en ce domaine et diffuser largement ses résultats.